

Rapport sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes au sein du Syndicat des Mobilités de Touraine

Loi n°2014-873 du 4 août 2014 sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

Le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 fait obligation d'élaborer un rapport relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes dans leurs services dans les collectivités de plus de 20.000 habitants, préalablement à la préparation de leur budget.

L'effectif du Syndicat des Mobilités de Touraine est majoritairement féminin (Femme 59% - Homme 41%).

La filière administrative est majoritairement féminine et quasiment à l'équilibre pour la filière technique.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine compte deux agents à temps partiel de sexe féminin.

D'une manière générale, les politiques RH visent à promouvoir l'égalité femmes - Hommes dans le domaine du recrutement et de la gestion des parcours professionnels, mais également dans le domaine de la prévention des risques au travail.

Elles visent à réduire les inégalités potentielles entre les femmes et les hommes dans le champ professionnel :

- En évitant les discriminations lors des procédures de recrutements et de mobilité interne entre le SMT et la Métropole,
- En mobilisant les ressources des services de la Métropole sur toute question relative à la santé et à la prévention des risques professionnels.

1. Effectif par catégorie hiérarchique, filière et cadre d'emplois

	Femme	Homme	Total	%	
				Femme	Homme
Catégorie A	9	6	15	60%	40%
Administrative	3	2	5	60%	40%
Attachés territoriaux	3	2	5	60%	40%
Technique	6	4	10	60%	40%
Ingénieurs territoriaux	6	4	10	60%	40%
Catégorie B	5	3	8	63%	38%
Administrative	5	1	6	83%	17%
Rédacteurs territoriaux	5	1	6	83%	17%
Technique		2	2	0%	100%
Techniciens territoriaux		2	2	0%	100%
Catégorie C	2	3	5	40%	60%
Administrative	1	1	2	50%	50%
Adjoints administratifs territoriaux	1	1	2	50%	50%
Technique	1	2	3	33%	67%
Adjoints techniques territoriaux	1	2	3	33%	67%
Emplois hors catégorie	1		1	100%	0%
Apprenti	1		1	100%	0%
Apprenti	1		1	100%	0%
Total général	17	12	29	59%	41%

	Femme	Homme	Total	Femme	Homme
Filière administrative	9	4	13	69%	31%
Filière technique	7	8	15	47%	53%
Apprenti	1		1	100%	0%
	17	12	29	59%	41%

2. Pyramide des âges par sexe

Age	Femmes	Hommes	Total
Moins de 25 ans	3		3
25 à 29 ans		1	1
30 à 34 ans	2	3	5
35 à 39 ans	2	2	4
40 à 44 ans	2	1	3
45 à 49 ans	3	2	5
50 à 54 ans	3	3	6
55 à 59 ans	1		1
60 à 64 ans	1		1
65 ans et plus			0
Total	17	12	29

3. Effectif des agents non titulaires par filière, types de contrat et catégories

	Femme	Homme	Total
Administrative	3	1	4
332-8-2° : Justifié par les besoins des services	2	1	3
Catégorie A	1		1
Catégorie B	1	1	2
332-24 : Contrat de projet	1		1
Catégorie B	1		1
Technique	2	3	5
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire	1		1
Catégorie C	1		1
332-8-2° : Justifié par les besoins des services	1	2	3
Catégorie A	1	2	3
332-10 : Contrat à durée indéterminée		1	1
Catégorie A		1	1
Total général	5	4	9

4. Effectif par filière et quotité de temps de travail

	Femme	Homme	Total
Administrative	9	4	13
Temps complet	8	4	12
Temps partiel (tranche des 80)	1		1
Apprenti	1		1
Temps complet	1		1
Technique	7	8	15
Temps complet	6	8	14
Temps partiel (tranche des 80)	1		1
Total général	17	12	29

5. Ecart de rémunération du net à payer avant impôt par catégorie pour les agents payés en décembre 2025

Réduction de la rémunération en cas de Congé de Maladie Ordinaire :

Depuis le **1er mars 2025**, les fonctionnaires perçoivent **90%** de leur traitement indiciaire pendant les 3 premiers mois du congé de maladie ordinaire (CMO), contre 100% auparavant. Cette mesure découle de l'article 189 de la **loi de finances n° 2025-127 du 14 février 2025**. Elle concerne les fonctionnaires à temps complet, partiel ou à temps non complet. La réduction s'applique aux congés de maladie accordés à compter du **1er mars 2025**, ainsi qu'à tous les renouvellements accordés après cette date.

Suppression de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA) en 2025 :

En **octobre 2024**, le gouvernement a mis fin au versement de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) pour les fonctionnaires. Elle n'a pas été reconduite en 2025.

Réforme du temps partiel : augmentation des ayants droit :

Le **décret n° 2024-1263 du 30 décembre 2024** assouplit les conditions d'accès au temps partiel des fonctionnaires à temps non complet et des agents contractuels de droit public.

Augmentation du SMIC au 1er novembre 2024 :

Enregistrant une hausse de 2 % au **1er novembre 2024**, le SMIC dépasse l'indice majoré de rémunération. Un écart compensé par une indemnité différentielle de 6 centime.